



Présidence :  
Pascal Mahon  
t 076 249 19 44,  
pascal.mahon@unine.ch

Coordination et communication :  
Camille Guittard  
Service de l'information et de la  
communication,  
Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont  
t 032 420 50 44, camille.guittard@jura.ch

Secrétariat :  
Rubén Rodríguez Alborés  
Service du développement territorial,  
Rue du 24 septembre 2, 2800 Delémont  
t 032 420 60 22,  
ruben.rodriguezalbores@jura.ch

Suivi du projet :  
Sylvain Rigaud  
Section de l'énergie,  
Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont  
t 032 420 53 22,  
sylvain.rigaud@jura.ch

## Procès-verbal de la séance publique

### SÉANCE 16 (6/2024)

Date : Jeudi 21 novembre 2024  
Lieu : Halle de gym, Rue du Collège 5, 2854 Bassecourt  
Heure : De 18h30 à 21h40

#### Présidence et bureau

Camille Guittard	CGU	SIC/CSI, bureau
Pascal Mahon	PMA	CSI, président
Sylvain Rigaud	SRI	SDT/CSI, bureau
Ruben Rodriguez Albores	RRA	SDT/CSI, bureau
Amelia Vitalba	AVI	SDT/CSI, bureau

#### Membres ou suppléant.e.s

Pierre Brulhart	PBR	SDT, membre représentant RCJU
Olivier Chèvre	OCH	Conseil communal de Haute-Sorne, membre
Fabien Christe	FCH	Geo-Energie Suisse, suppléant
Pierre Christe	PCH	OFEN, suppléant
Jean Fernex	JFE	ENV, suppléant représentant RCJU
Alain Girardin	AGI	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Denis Jeannerat	DJE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Michel Lando	MLA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Thierry Lombard	TLO	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Nicole Lupi	NLU	OFEN, membre
Peter Meier	PME	Geo-Energie Suisse, membre
Patrick Riat	PRI	FER-Arcju, membre
Marc Ribeaud	MRI	WWF Jura, suppléant
Vincent Seuret	VSE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Gérard Struchen	GST	Association Géothermie Jura, membre
Quentin Theiler	QTH	ENV, membre représentant RCJU
Massimo Zappala	MZA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Olivier Zingg	OZI	Geo-Energie Suisse, membre

#### Invité.e.s

Public	PUB	
Frédéric Bernard		Professeur de droit public, Université de Genève
Nicolas Rossé		Journaliste, RTS

#### Excusé.e.s

Céline Barrelet	CBA	WWF Jura, membre
Pierre-Alain Berret	PAB	CCIJ, membre
Eric Dobler	EDO	Conseil communal de Haute-Sorne, membre

#### Absent.e.s

Marie-Hélène Brandon	MHB	AJPF, membre
Jacques Favre	JFA	Conseil communal de Boécourt, membre
Michel Kiener	MKI	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Marc Kury	MKU	AgriJura, membre
Christophe Wermeille	CWE	Conseil communal de Saulcy, membre

## ***Procès-verbal de la séance publique***

### **1. Introduction et présentation du programme**

PMA ouvre la seizième séance de la CSI, sixième séance de l'année 2024, et deuxième séance publique depuis le début de son activité. Il souhaite la bienvenue à l'assemblée, annonce le programme légèrement modifié de par le retard du modérateur, M. Nicolas Rossé, journaliste à la RTS, et du professeur Frédéric Bernard, professeur de droit public à l'Université de Genève, qui sont tous deux bloqués dans les transports publics suite aux intempéries. Il rappelle les missions de la CSI et l'existence du site Internet de la Commission. PMA passe la parole à OZI pour la première présentation.

### **2. Premiers résultats et suite des opérations**

*Cf. slides 11 à 31 de la présentation PowerPoint annexée. Point présenté par OZI.*

### **3. Suivi et surveillance du Canton**

*Cf. slides 32 à 49 de la présentation PowerPoint annexée. Point présenté par QTH.*

### **4. Questions et discussion avec le public**

Nicolas Rossé reprend la modération.

#### *Question + réponse n°1 :*

---

PUB : En l'état, quels sont les coûts déjà engagés jusqu'ici, pour la première étape des travaux ? Est-ce que ça correspond à ce qui était prévu ?

OZI : Les coûts sont notre problème et celui de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), qui subventionne le projet. Les coûts du forage sont de l'ordre de grandeur de 20 millions de francs. C'est à peu près ce qu'on attendait. Le forage s'est déroulé sans accrocs particuliers et a été réalisé dans les temps, nous sommes dans le budget. Pour le moment, nous sommes aussi bien dans le calendrier que dans le budget. Donc, oui, tout se passe comme prévu, aussi bien techniquement que financièrement parlant.

PUB : Ça ne nous regarde peut-être pas mais c'est quand même de l'argent public mis à disposition par la Confédération et dans ce cadre-là, je pense qu'on peut quand même poser la question.

OZI : C'est une question légitime, même si, il faut le savoir, l'argent qui soutient les énergies renouvelables ne vient pas directement du contribuable mais du consommateur d'électricité. Vous en êtes aussi un, on est d'accord.

#### *Question + réponse n°2 :*

---

PUB : Un élément a été cité, mais pas chiffré. Vous avez atteint la température souhaitée à la fin du forage. Est-ce que vous pouvez préciser quelle est la température souhaitée et celle qui est atteinte ?

OZI : La température est une question encore largement ouverte. Les mesures effectuées dans le forage correspondent à la température de l'eau ou de la boue qui est au fond du trou et pas encore à celle de la roche. Pour le moment, on a une température qui est provisoire et qui nous donne un gradient géothermique moyen à supérieur de l'ordre de 30 à 32 degrés par kilomètre. On aura une température fiable à cette profondeur-là en revenant dans le forage au mois de mars, car entre-temps, la température se sera stabilisée et on pourra donc mesurer la température effective de la roche et aussi l'extrapoler à une plus grande profondeur, 4500 à 5000 mètres.

---

*Question + réponse n°3 :*

---

PUB : Je vous félicite, vous avez tout bien fait, bravo, sauf demander l'avis au peuple, sauf d'assurer notre sécurité. Et là, moi, je ne me sens pas du tout en sécurité. J'habite un endroit où à la moindre sismicité, je pense, tout va s'écrouler, y compris ma maison. Je me suis intéressée à souscrire à une assurance tremblements de terre. Je me suis renseignée et ils ne couvrent pas ce genre de risques. Vous le savez ?

OZI : Oui, bien sûr car un tremblement de terre naturel est un risque naturel, couvert par les assurances dégâts naturels. Un tremblement de terre induit, causé par l'homme, est couvert par une assurance responsabilité civile, qu'on a contracté. Donc s'il y a des dommages qui devaient être causés en lien avec notre projet, ce n'est pas votre assurance dégâts naturels, mais notre assurance en responsabilité civile qui devra couvrir ces dommages.

PUB : Vous vous arrêtez à un rayon de 2.5 kilomètres autour du site ?

OZI : L'assurance en responsabilité civile ne connaît pas la notion de distance. Donc, si on a fait des relevés de fissures, qui ont été proposés aux propriétaires dans un rayon de 2.5 km, ça ne veut pas dire que l'assurance ne va pas au-delà. L'assurance n'a pas de limite, ni dans le temps, ni dans l'espace.

PUB : Donc s'il arrive quoi que ce soit à ma maison, vous allez payer ?

OZI : C'est ça. La procédure est la suivante : s'il devait y avoir un événement sismique causé par le projet et impliquant des dommages, les propriétaires qui s'estiment lésés doivent s'annoncer, une expertise doit être faite et ensuite l'assurance entre en ligne de compte. C'était une condition qui a été fixée par le Canton pour qu'on puisse démarrer le projet, qu'on dispose d'une assurance en responsabilité civile.

PUB : Ok, donc si vous assurez tout, et que vous faites tout bien jusqu'au bout, très bien. Il y a une seule chose que vous n'avez pas faite, c'est que vous n'avez pas utilisé la démocratie. Vous avez fait croire des choses que vous allez tenter de rattraper ce soir ? Ce soir on va nous expliquer ce qu'est la démocratie ?

OZI : C'est essentiellement le thème de la deuxième partie de séance.

PUB : Oui, on en a besoin. Peut-être pas nous mais plutôt vous.

---

*Question + réponse n°4 :*

---

PUB : D'une part, on parle de 3700 m<sup>3</sup> et d'autre part on parle de 500 m<sup>3</sup>. Ensuite, on parle de degrés de sismicité de 1 pour Geo-Energie et de 2 pour le Canton. Dans un projet qui suscite autant de questions et d'interrogations de la part des habitants, je me questionne quand je vois des valeurs données par le Canton et d'autres valeurs données par l'exploitant, en termes de crédibilité. Pouvez-vous vous expliquer sur ces différences de chiffres ?

OZI : Je ne suis pas sûr de viser juste pour tous les chiffres que vous avez annoncés. En termes de volume, j'en ai annoncé un, celui de l'eau consommée par les travaux, 3700 m<sup>3</sup>. L'autre chiffre, de 500 m<sup>3</sup>, c'est le volume qu'on pourrait injecter pour les tests de stimulation. Donc ce sont deux choses différentes. Enfin, les magnitudes, il y a deux choses. Le projet est réalisé avec un système de feux de circulation qui prévoit un état d'alerte, un état d'arrêt, et un état de stop. Ce feu de circulation prévoit un arrêt à une magnitude de 2.0. Ça s'applique à la totalité du projet, et en particulier à la stimulation principale du réservoir. On en n'est pas là. On est actuellement dans la phase d'exploration, où on va réaliser des tests de stimulation, avec des volumes beaucoup plus petits, avec des critères beaucoup plus serrés. On applique un critère qui est beaucoup plus serré, qui est d'une magnitude maximale de 1 pour ces arrêts, car nos spécialistes estiment que c'est une magnitude suffisante pour avoir la statistique dont on a besoin.

QTH : Effectivement, nous n'avons pas parlé des mêmes éléments. Nous avons parlé tous les deux de quantité, mais pas pour les mêmes cas. Moi, j'ai parlé des 3700 m<sup>3</sup> d'eau utilisés jusqu'à aujourd'hui. C'est le chiffre qu'on a dans le suivi environnemental. Ce chiffre, nous en avons parlé tous les deux. En ce qui concerne la magnitude, contrairement à OZI qui a parlé de l'étape de tests prévue l'année prochaine avec une magnitude de 1 qui ne doit pas être dépassée, les magnitudes de 2 et de 2.6 dont j'ai parlé, font référence à la deuxième phase, pas encore lancée, lors de laquelle il y aura la stimulation de tout le réservoir. Moi, j'ai fait le pendant de dire que c'est le groupe d'experts qui va intervenir à ce

moment-là, si ça devait dépasser une magnitude de 2.6. Donc OZI parlait de la phase en cours avec les tests de stimulation, alors que moi je parlais de la stimulation totale, qui viendra plus tard.

PUB : Ça veut dire que si, pendant cette phase de stimulation qui aura lieu au printemps prochain, le seuil de 1 est dépassé, ce n'est pas arrêté ? C'est le groupe d'experts qui doit se prononcer sur l'arrêt ?

SRI : Je vais répondre car c'est moi qui coordonne le groupe d'experts indépendant. Cette magnitude de 1 c'est la magnitude que s'impose l'opérateur, Geo-Energie. Dans le cadre de l'intégralité du projet, le Canton a fixé une magnitude seuil de 2.6 au-delà de laquelle le groupe d'experts devra se prononcer en vue d'une décision sur la continuité ou non du projet. Nous sommes en train de parler de deux choses différentes. L'opérateur a besoin, pour les tests de stimulation, d'enregistrer la sismicité, mais si celle-ci dépasse une magnitude de 1, il considère qu'il arrête les opérations. Le Canton, qui a le rôle de régulateur, impose un seuil limite à 2.6 pour l'intégralité du projet. Le Canton n'a pas modifié ce seuil pour les tests de stimulation. Ce seuil est fixe pour l'intégralité du projet.

---

*Question + réponse n°5 :*

PUB : M. Zingg, vous avez parlé du champ de contraintes. Est-ce que vous pouvez développer ce que vous avez mesuré ?

OZI : En partie, car c'est une analyse qui est encore en cours. Dans le champ de contraintes, il y a plusieurs éléments qui nous intéressent. C'est l'orientation des contraintes et leur nature. Est-ce qu'elles sont plus ou moins extensives ou compressives ? Parce que c'est le jeu commun des contraintes et de l'orientation des fissures qui permet de savoir comment les stimuler. Ces deux éléments sont mesurés : la statistique sur les fissures et leur orientation et l'orientation du champ de contraintes. Ce champ de contraintes est en cours d'analyse actuellement. Sur une des images que je vous ai montrée, on voyait des fissures. C'est l'orientation de ces fissures causées par l'action de forer qui permet d'orienter les contraintes.

---

*Question + réponse n°7 :*

PUB : Dans le plan spécial, vous avez mentionné que le champ de contraintes ici serait similaire à celui de Bâle. Est-ce qu'on peut toujours affirmer ceci ?

OZI : Ce qu'on sait aujourd'hui c'est que l'orientation principale des contraintes, qui n'est pas spécifique à Bâle non plus, comme on peut les mesurer dans des forages ou en étudiant les mécanismes aux foyers des tremblements de terre, nous montre ce qu'on attend dans ces régions-là, une contrainte principale orientée grosso modo nord-ouest / sud-est. Et c'est ce qu'on a trouvé. Donc l'orientation de la contrainte principale est exactement là où on l'attend à partir des données régionales. Pas de surprise au niveau de l'orientation des contraintes principales.

---

*Question + réponse n°8 :*

PUB : Vous avez parlé des trois campagnes géophysiques, dont celle de l'Université de Genève, avec cette tomographie sismique qui comprend 700 capteurs placés dans tout le Jura. J'ai vu que quelques communes dans le nord de l'Ajoie n'ont pas de capteurs, ni à l'ouest. Comment s'est fait le choix de ces communes ?

OZI : La question n'a pas été posée à toutes les communes. L'ampleur de l'étude ne couvre pas tout le canton. Les communes au nord de l'Ajoie étaient hors de la zone d'étude, de même que pour les Franches-Montagnes. La zone d'étude couvrait la Vallée de Delémont et la moitié sud de l'Ajoie.

---

*Question + réponse n°9 :*

PUB : Est-ce que l'analyse des eaux sera affinée ? On trouve ce qu'on cherche dans la pollution des eaux. On parle de polymères, de produits chimiques qui peuvent éventuellement se retrouver dans les nappes phréatiques. Est-ce qu'on est équipé pour les détecter ?

QTH : Ce n'est pas prévu pour l'instant. Ce qu'il faut savoir vis-à-vis du problème que vous mentionnez avec le polymère, c'est qu'on a vérifié que certains produits qui pouvaient avoir un effet négatif sur l'environnement ne soient pas utilisés. Typiquement, il y avait l'utilisation d'un biocide qui était souhaitée pour une certaine section, l'Office de l'environnement l'a refusé. Donc on sait ce qui est utilisé et que ça n'aura pas d'impact néfaste sur la qualité des eaux. Ensuite, la grande question c'est durant la phase de forage lors de laquelle il faut être sûr qu'il n'y ait pas d'impact important. Si vous prenez exactement où c'est foré, la boue est en contact avec l'aquifère mais comme elle est en équilibre ce n'est pas un phénomène qui va se diffuser comme on aurait une pollution d'un site pollué. Donc on a vraiment quelque chose de très local. Comme il y a un équilibre des pressions, on a un contact, mais qui est très limité. Quand on place ensuite le tube en acier et que tout est cimenté, il n'y a plus d'impact. Ce qui est suivi c'est l'état des lieux pour les nappes souterraines pour voir s'il y a des variations de niveaux. Ça, ça nous donne déjà des indices pour voir s'il y a un problème. Et comme, en plus de ça, il n'y a pas eu de pertes de boue, on sait qu'il n'y a pas d'impact important. Finalement, les sources du secteur de Haute-Sorne sont plus hautes que le niveau du forage en altimétrie. Donc les risques qu'un phénomène chimique remonte au niveau de la source sont très faibles, voire quasiment inexistantes étant donné qu'il y a une différence d'altitude importante.

---

*Question + réponse n°10 :*

PUB : Je n'ai pas bien compris le montant au départ, c'était 20 millions que ça a déjà coûté ? Et, si on va au bout, ça va coûter combien ?

OZI : Pour les coûts du forage, oui, c'est ça, 20 millions. Le budget global du projet est d'environ 150 millions.

## **5. Le projet de Haute-Sorne : points de vue fédéral, cantonal et communal**

*Cf. slides 3 à 10 de la présentation PowerPoint annexée. Point présenté par Nicolas Rossé.*

Nicolas Rossé rappelle dans les grandes lignes les différentes étapes décisionnelles et juridiques que le projet a connues, depuis les premières discussions, en 2012-2013, jusqu'à ce jour, c'est-à-dire jusqu'à la fin des travaux de forage de la première phase du projet. Il évoque en particulier les prises de décision sur le plan spécial, les diverses oppositions et leur levée, ainsi que les recours et les procédures judiciaires, devant le Tribunal cantonal, puis devant le Tribunal fédéral, ainsi que l'initiative populaire et son invalidation par la Cour constitutionnelle. Il rappelle enfin la suspension du projet par le Gouvernement des suites du tremblement de terre en Corée du Sud, puis sa reprise et la montée des oppositions, notamment les manifestations et le sondage organisé par la Commune.

## **6. Prochaines étapes décisionnelles**

*Cf. slides 52 à 54 de la présentation PowerPoint annexée. Point présenté par PBR.*

## **7. Conférence « Processus d'autorisation du projet de Haute-Sorne : peut-on parler de déni démocratique ? »**

*Cf. slides 55 à 60 de la présentation PowerPoint annexée. Point présenté par Frédéric Bernard.*

## **8. Questions et débat avec le public**

---

*Question + réponse n°1 :*

PUB : Depuis le moment où la convention a été signée, c'est-à-dire au départ du processus, tout le reste n'est que l'histoire du Canton et de la Commune en particulier et les citoyens n'ont rien à dire ? Ça veut dire que selon vos propos, à mon avis, on a été bercé d'illusions sur une possible démocratie, puisque vous avez dit que vous avez signé une convention entre le Canton et les promoteurs et que tout le reste était exclu. Donc autant les interventions du Parlement, que les initiatives, et à mon avis renforcé par l'analyse faite ce soir, je ne parlerais pas de déni démocratique mais en fait, on n'avait pas à dire quoi que ce soit.



PBR : Les conventions ont été signées du fait que c'était un projet-pilote et il y avait des choses à préciser. La première convention de 2015 visait par exemple à mettre en place une redevance pour les collectivités publiques en fonction de l'énergie produite. Et ça, dans les bases légales, ça n'existe pas. Les bases légales jurassiennes ne prévoient pas le versement de telles redevances et c'est dans ce sens-là qu'on a souhaité compléter le cadre juridique avec la signature d'une convention. De même, en 2022, du fait du caractère pilote et des risques associés à ce projet, il était souhaité qu'une convention renforce le cadre légal. Cela dit, c'est bien le cadre légal qui a été appliqué dès le départ, cadre légal fixé pour la procédure à suivre dans la fiche du plan directeur, selon la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. C'est cette procédure-là, définie par le Parlement, qui a été appliquée, et comme ça a été dit par le Prof. Bernard, elle ne prévoit pas de vote populaire, à aucun moment, mais un processus d'information, de participation, une possibilité de faire valoir ses intérêts dans le cadre de la procédure du plan spécial et aussi de s'opposer et de recourir. Ce qui a été appliqué, c'est le reflet des procédures légales définies par les bases jurassiennes qui, elles, sont de la compétence du Parlement.

---

#### *Question + réponse n°2 :*

PUB : Si je reviens sur votre présentation, est-ce qu'on discute déjà d'une éventuelle nouvelle convention avant de savoir si les conditions sont respectées ? Et comment on peut, nous les citoyens, être sûrs que les décisions qui seront prises par le Gouvernement après que les conditions soient remplies ou pas, ne vont pas dépendre de discussions préalables pour une nouvelle convention ? Ça me choque que la convention soit déjà discutée avant qu'il y ait une décision et qui sera encore une fois discutée après.

PBR : C'est une présentation schématique. On parle là de signatures à ce moment-là. Dans la slide 46, il y a cette question d'itération, de boucle, qui permet au Gouvernement de prendre connaissance du dossier, et d'éventuellement revenir sur certains aspects et ces discussions sont continues. Il y a tout un processus de demandes de compléments qui font déjà partie de la négociation d'une convention. Le cadre est déjà très contraignant, il est établi par les bases légales fixées par les conventions existantes et notamment sur les droits sur l'environnement. Tout est déjà contraignant, comme on l'a fait pour mettre en place une commission de suivi ou pour renforcer le cadre sécuritaire. Des éléments peuvent être intégrés dans la convention. Cela dit, la décision du Gouvernement ne pourra être positive que si les conditions légales sont respectées et le risque acceptable.

PUB : M. Bernard, avez-vous un avis à ce sujet ? Est-ce que le Canton peut négocier une convention avant de continuer ou d'autoriser le projet ? Est-ce que le Canton ne devrait pas d'abord dire on continue ou non et ensuite négocier des conventions ?

Prof. Bernard : On peut se demander ce qu'il y a dans la convention. On peut aussi s'imaginer des discussions ou même un projet de convention soumis à des réserves, et qui n'entrera en vigueur que si les conditions sont remplies. Je ne pense pas que ce soit forcément mettre la charrue avant les bœufs.

---

#### *Question + réponse n°3 :*

PUB : Vous expliquez, à partir de votre question, le déni de démocratie avec un argumentaire juridique. Je me reconnais avoir formulé une forme de déni démocratique, au sens commun, c'est-à-dire tout un chacun, sans être juriste car j'ai eu ce sentiment. Maintenant, je vais reformuler différemment la question. Comment le Gouvernement aurait pu « consulter » la population, pour un projet si important, qui impacte plusieurs milliers de citoyens ? Comment aurait-il pu prendre des mesures afin de s'assurer qu'il y ait un accord sur le projet ? A savoir que beaucoup de choses auraient permis une avancée plus rapide du projet. On voit que le projet a débuté en 2012 et qu'aujourd'hui on est en 2024. Les instruments qui permettaient à la population de s'exprimer auraient pu être pensés ou réfléchis pour une adhésion d'une majorité sur ce projet. On nous conduit de jour en jour sur un sondage ou des motions. C'est comme si on se gargarisait en disant qu'il y a de la démocratie, qu'on nous consulte. Où sont nos autorités communales ce soir ? Il y a une personne représentante mais j'aurais voulu voir le maire et même d'autres personnes. Ce n'est pas une question mais un cri au nom d'autres citoyens.

Prof. Bernard : Vous avez vu clair « dans mon jeu », j'ai reformulé la question pour être à l'aise avec la réponse. Je ne sais pas qui ne le fait pas soit dit en passant. Plus sérieusement, je ne sais pas et peut-être que les représentants des autorités le savent mieux que moi mais est-ce qu'il y a vraiment, en l'état du droit jurassien, un instrument qui permettrait de dire, pour ce type de projets d'envergure, un projet

pilote, comme en France où le président va à la rencontre du peuple et il démissionne si le peuple n'est pas d'accord avec lui ? Je vous ai donné le principe de la légalité, je ne suis pas convaincu que cette loi aurait existé ou existerait. Ma remarque n'a rien de réconfortant mais peut-être qu'il y a des choses à améliorer dans le droit jurassien, d'un point de vue de la participation démocratique, que ce soit au stade de l'aménagement du territoire ou de la planification. Je vous ai dit que ce n'était pas une obligation de la part des Cantons, je vous ai dit que Genève le faisait. Pour une fois Genève donne une possibilité démocratique supplémentaire. Ou alors ouvrir des votes consultatifs mais tout cela nécessiterait des changements du droit jurassien par le Parlement cantonal, voire par des modifications de la constitution jurassienne. Boutade mise à part sur la reformulation de la question, en l'état du droit, je ne suis pas convaincu qu'autre chose aurait pu être fait. Est-ce que ça veut dire que c'est satisfaisant d'un point de vue purement théorique ou empathique ? Peut-être pas, mais c'est très compliqué de modifier le droit après, de courir après un projet. Ce n'est probablement pas possible de rattraper le projet et de modifier le droit et de revenir. Mais peut-être que le projet permettra des améliorations au cadre. Je ne suis pas convaincu que cela apporterait quelque chose au projet qui est en cours et sujet à discussion.

PBR : La question posée est excellente et c'est une question qu'on se pose, de savoir comment on aurait dû faire mieux, pas pour que la population adhère totalement au projet mais au moins qu'une meilleure information soit communiquée, notamment dans toute la phase de procédure judiciaire où on a beaucoup entendu des opposants mais relativement peu l'Etat ou les promoteurs du projet. On a développé ce projet en exécutant le droit existant, avec des possibilités pour la population de s'informer et de s'opposer. Ce n'est pas satisfaisant et ce sont des réflexions qui sont en cours pour d'autres projets de cette ampleur. Ici, on a souhaité cette commission de suivi et d'information. De manière certaine, elle a été mise en place trop tardivement. Elle aurait peut-être permis certaines améliorations sur la compréhension et l'information du projet. Cela dit, cette question n'est pas complètement liée au projet de géothermie. Si on prend l'éolien, qui amènera aussi des débats dans la population, la procédure retenue dans la fiche du plan directeur, comme pour la géothermie, c'est d'avoir un plan spécial cantonal, de la compétence du Canton et du Gouvernement. Mais par contre, avant le démarrage de cette procédure de plan spécial cantonal, d'avoir une validation de la Commune pour démarrer la procédure. Après, dans le dispositif prévu, c'est à la Commune de dire comment elle entend donner son aval. Soit au sein de l'exécutif ou en consultant sa population. On verra si cela porte ses fruits dans le projet éolien de la Haute-Borne notamment.

---

#### *Question + réponse n°4 :*

PUB : Vous avez évoqué la question du vote consultatif, c'est un thème sujet à discussion. Il y a même une motion au Parlement qui a été déposée pour introduire dans le droit jurassien la possibilité du vote consultatif. En tant que spécialiste du droit public, que pensez-vous du vote consultatif, M. Bernard ? Est-ce que la sûreté du résultat est garantie, sachant qu'un électeur qui doit se prononcer sait d'emblée qu'il n'y aura pas de conséquences juridiques ?

Prof. Bernard : Je vais vous donner mon avis personnel, parce que c'est ce que vous me demandez. Admettons qu'il y ait une amélioration ou une possibilité d'amélioration du droit cantonal qui soit identifiée. Par exemple, prévoir que la Commune préavise favorablement le projet avant qu'il soit lancé, ou l'idée même. Si la Commune ensuite décide de le faire sous l'angle d'une votation populaire au sens strict du terme, donc contraignante, ça me paraît préférable au vote consultatif. J'aurais tendance à dire que le vote consultatif ne vaut pas une vraie votation. Si l'idée est de modifier le droit cantonal, pourquoi ne pas introduire directement la votation populaire contraignante ? Surtout que vous avez dit que le vote consultatif est partiellement contraignant. Peut-on vraiment ignorer le résultat d'une votation en bonne et due forme, même si elle est consultative ? D'ailleurs, le Tribunal fédéral note lui aussi qu'il y a des aspects quand même un peu contraignants dans ce vote consultatif et que ça a un côté un peu hybride. Donc, tant qu'à modifier, pourquoi pas prévoir directement un vote contraignant ? Si l'idée c'est que la population puisse voter, autant lui donner le choix final me semble-t-il.

---

#### *Question + réponse n°5 :*

PUB : Avec les éoliennes, on en arrive au même stade qu'avec la géothermie profonde. On prévoit un parc éolien à la Haute-Borne, soit disant modèle. C'est Pleigne, Delémont et Bourrignon qui vont encaisser l'argent, mais on va mettre des éoliennes devant Mettembert, qui n'a rien à dire, qui ne fait pas

partie du projet, qui n'a pas droit au vote et à s'opposer. Je trouve lamentable qu'au niveau du Canton, on ne comprenne pas ça. Si une Commune veut mettre des éoliennes, automatiquement les Communes d'à côté sont aussi impactées et on doit aussi en tenir compte. Donc on n'a rien appris du projet de géothermie profonde.

PBR : Y avait-il une question ? Je suis toujours impressionné car pour la géothermie on sait assez bien où va être installée la station, mais pour un parc éolien, avant même que le projet ait réellement démarré, les opposants savent déjà où se situeront les éoliennes alors que les promoteurs ne le savent pas encore.

---

#### *Question + réponse n°6 :*

PUB : Je n'ai pas de questions, mais j'aimerais partager une impression. Dans l'application du droit, il y a la lettre et il y a l'esprit. J'ai bien compris ce soir qu'au niveau de la lettre, il n'y a pas de déni démocratique. Par contre, au niveau de l'esprit dans ce dossier, il me semble qu'on pourrait parler de déni de démocratie. La deuxième impression que j'ai, c'est que le projet avait été présenté à l'époque aux citoyens de Haute-Sorne. Il y avait OZI et le ministre Receveur qui étaient présents. Le projet à l'époque était séduisant. On était encore dans l'émotion de Fukushima. Le problème est qu'on avait reçu une première information sans connaître les tenants et aboutissants du projet. C'est au fur et à mesure de son développement qu'on a pris conscience de ce qu'est la réalité de la géothermie. Les autorités communales au début étaient enthousiastes, mais les opinions au niveau des autorités communales ont évolué avec le temps et au niveau de la population aussi on a évolué. Mais, ce que je constate c'est que malgré les opinions qui ont évolué, en fonction de ce que nous apprenions du projet par les promoteurs, une fois que le projet a été mis sur les rails, il n'a plus été possible de l'arrêter ou de le freiner. On l'a vu, différents recours, motions, pétitions, manifestations ont eu lieu. Il n'y a pas de base juridique pour arrêter le projet. Le projet était sur les rails et il a avancé. Nous aussi on a avancé mais on n'avait plus les moyens d'exprimer notre opinion, de ralentir, ou de moduler le projet.

Prof. Bernard : Je ne sais pas trop quoi vous répondre. Il y a un problème en matière d'aménagement du territoire. Il y a aussi un autre principe qui est celui de la sécurité du droit ou de la sécurité juridique, qui vient aussi, lui, contrebalancer les principes qui entrent en ligne de compte. C'est vrai que le fait que la planification reste stable c'est aussi un principe du droit fédéral. Aussi parce que ça crée des attentes et des investissements qui ensuite tomberaient. J'entends ce que vous dites, mais n'ayant pas vécu le processus, je ne suis pas en mesure de me prononcer.

---

#### *Remarque :*

PUB : J'aimerais ajouter un détail, qui n'est pas anodin. En psychologie ou en psychanalyse, un déni c'est un refus inconscient de voir la réalité. Quand on sait que le ¾ de la population de Haute-Sorne s'est prononcée, a répondu au sondage en défaveur du projet, quand on sait que le Parlement s'était aussi prononcé contre suite à la motion. On voit qu'on est dans un déni, dans un refus de voir la réalité. Donc je souhaite autant que les promoteurs, que le Gouvernement, que nos politiciens, ouvrent les yeux et prennent conscience.

---

#### *Question + réponse n°7 :*

PUB : Si nous évoquons la séance qui a eu lieu en 2013, avec la présence de M. Receveur et de OZI, le promoteur disait « nous avons appris de nos erreurs à Bâle et nous savons maintenant comment faire et nous allons produire de l'électricité pour 6000 ménages ». Donc une production électrique industrielle. Aujourd'hui, en 2024, cette production industrielle n'a jamais été produite. A mes oreilles, c'est un mensonge. Est-ce qu'on ose prétendre cela étant donné qu'on ne l'a jamais réalisé ?

Prof. Bernard : J'imagine que c'est toujours le même objectif à terme et qu'il y a des éléments qui ont retardé. Il y a eu des éléments de procédure, des recours contre le plan spécial cantonal, il y a eu l'évènement en Corée qui a conduit à la demande de nouvelles études. Encore une fois, je le vois de l'extérieur, et j'aurais eu tendance à penser que c'était bien de ne pas aller trop vite, même si le résultat est que onze ans après cette première séance, on n'a pas encore atteint ce qui avait été présenté.



PUB : Si je dis, « je vais produire de l'électricité pour 6000 ménages » mais que ça ne s'est jamais fait avant, et que c'est sur ce constat que le projet a été accepté, est-ce qu'on a le droit de démarrer juridiquement ? C'est comme si je dis qu'on va ouvrir un EMS sur la lune, est-ce que juridiquement on a le droit ?

Prof. Bernard : On vous a vendu du rêve, c'est ça que vous dites ? Le droit fédéral dit qu'il faut informer la population et les informations doivent être correctes. Je ne suis pas en mesure de juger ce qui a été dit lors de cette séance en 2013, s'il y a des choses qui vous ont été présentées et qui rétrospectivement, n'ont pas été totalement honnêtes. Le droit fédéral dit qu'il n'y a pas d'obligation de votation mais une obligation d'informer et de permettre à la population de participer. Evidemment que l'information doit être basée sur des éléments corrects et véridiques.

---

*Question + réponse n°8 :*

PUB : On remarque que la géothermie et l'éolien font partie de la stratégie énergétique 2050 initiée par la Confédération. Cette stratégie veut promouvoir les énergies alternatives au nucléaire. L'année passée, il y a eu une votation au niveau suisse sur la loi sur l'électricité ou un de ses articles qui promeut l'idée d'utiliser des énergies renouvelables. Or, on se rend compte qu'au niveau fédéral et dans l'ensemble de la population suisse, on tend à promouvoir des énergies alternatives. Au niveau local, on est toujours plus de cantons, de communes qui s'opposent à l'implantation de parcs éoliens, ou ici en l'occurrence de la géothermie. La notion d'intérêt supérieur de l'Etat en Suisse, pour la population, est-ce que juridiquement ça existe et est-ce que vous pouvez le décrire ?

Prof. Bernard : La meilleure analogie que je vois, c'est l'énergie nucléaire. Dans la même stratégie énergétique dont vous parlez, la population suisse a pris la décision en 2016 de sortir progressivement du nucléaire. En 2026, on va voter pour rouvrir le nucléaire suite à l'initiative populaire « Stop au blackout ». Le nucléaire pose, philosophiquement, les mêmes problèmes que l'éolien, les parcs solaires ou la géothermie. Tout dépend de l'intérêt public de qui ? Est-ce qu'on regarde la Suisse au niveau fédéral avec l'entière de sa population, avec le Parlement fédéral qui a beaucoup poussé pour des énergies renouvelables au détriment d'autres intérêts publics comme la protection de la nature ou de l'environnement ? Est-ce qu'on vote au niveau cantonal ou communal ? La raison pour laquelle je fais le parallèle avec le nucléaire c'est qu'on avait la même problématique. Au niveau fédéral on a une loi qui encourage la construction de centrales nucléaires, mais au niveau local, à peu près tous les cantons où on a voulu mettre une centrale, à part Argovie où on trouve 3 des 5 réacteurs suisses – Genève est un bon exemple puisque Genève s'est opposé bec et ongles à avoir une centrale nucléaire au bord du Rhône, avec succès en l'occurrence – c'est que vous avez une forme de blocage qui est lié au fédéralisme, avec quelque chose qu'on a voulu au niveau fédéral, comme pour les énergies renouvelables, mais qui ne trouve jamais où s'implanter puisqu'au niveau local il y a des résistances. Au niveau de la législation fédérale pour l'énergie nucléaire pacifique ou civile, le résultat a été de modifier la loi fédérale pour dire qu'on ne va plus demander l'avis des Cantons car sinon il y a potentiellement une opposition systématique et constante à une volonté fédérale. A peine on a modifié la loi pour dire ça, on a voté le moratoire sortant du nucléaire, provisoirement en tout cas. Ça n'a jamais été mis en œuvre. On pourrait imaginer qu'à terme, le droit fédéral soit renforcé, en matière d'énergies renouvelables, pour laisser moins de possibilités d'opposition au niveau des Cantons ou des Communes. Ça pourrait se produire, sans vouloir dire que c'est ce qui va se produire. C'est en tout cas ce qui s'est produit en matière nucléaire. Et si on reste dans l'analogie du nucléaire, on a quelques déchets nucléaires qu'on aimerait enfouir, et on a exactement le même problème. C'est-à-dire qu'au niveau suisse on veut enfouir ces déchets en Suisse, mais les sites choisis, à l'heure actuelle près de Zurich, suscitent des oppositions semblables à celles exprimées ce soir. Parce qu'en effet, il n'y a qu'un fragment qui subit les conséquences de ce que les 8 millions de Suisses ont voté. L'opposition, me semble-t-il, est difficilement conciliable.

---

*Question + réponse n°9 :*

PUB : J'ai entendu qu'il y a une volonté de tenir compte, aussi par la CSI, de l'avis de la population. Je me demande par contre quelque chose. Récemment une étude sur le Tabeillon est sortie, elle a été faite par des gens de bonne volonté. Et quasi en même temps, on remet en question, à travers le service compétent de l'Etat, cette possibilité d'étude qui a été faite et qui est valorisée en disant qu'on pourrait

certainement faire autrement. A chaque fois que la population s'est exprimée, par des manifestations et des pétitions, ce n'est pas seulement un sentiment mais c'est des faits où à aucun moment on a eu un retour de type « on vous a entendu, on a pris en considération ce que vous avez dit, et voilà les réponses qu'on peut vous fournir à vous en tant que simples citoyens ». C'est une question très locale le Tabeillon. Vous dites que vous n'avez pas encore pris la décision de savoir si vous allez prélever dans le Tabeillon pour alimenter le projet. Néanmoins, vous avez déjà commencé à dire que les chiffres donnés n'avaient pas besoin d'être sur une année, mais qu'on pourrait faire autrement. Un moratoire est demandé sur dix ans. Je crains que les gens qui ont fait cette étude ne soient pas entendus et que cette demande de moratoire passe à la trappe. Pouvez-vous entendre la population locale qui s'est exprimée régulièrement de façon défavorable et aller dans son sens sans faire de grands débats ? Cela permettrait de redonner confiance en la démocratie.

QTH : Je ne suis pas juriste mais je vais répondre concrètement en donnant trois exemples montrant qu'on écoute la population et qu'on va dans son sens. Le premier exemple est le cas du Tabeillon. On a rencontré le collectif qui nous a fait part de ses inquiétudes en décembre 2023. On était plusieurs de l'Office de l'environnement à discuter avec eux et à leur expliquer pourquoi leur analyse n'était pas totalement correcte. On a entendu, on a écouté, ils ont pu donner leur avis et on leur a donné des arguments montrant comment techniquement il fallait procéder, notamment par rapport au débit. Dans le rapport reçu en ce début de semaine, il n'y avait pas de nouveautés et on a répondu sur la base du cadre légal, comment on allait calculer le débit. On écoute, on prend note et on ne botte pas en touche. Peut-être que l'article de presse donne cette impression, mais ce n'est pas le cas. On va y répondre à la lettre. Le deuxième exemple concerne la ferme qui se situe à côté du site et dont les habitants ont été dérangés par le bruit des travaux de forage. On s'est retrouvé à plusieurs reprises avec Geo-Energie et les propriétaires pour discuter et écouter ce qu'ils avaient à nous dire. Et de là, on a trouvé une solution à bien plaisir. Geo-Energie a proposé de les reloger. On est toujours ouverts à discuter et à trouver des solutions. On est d'accord qu'on ne dit pas qu'on arrête le forage mais le but c'est quand même de tendre vers quelque chose de mieux. Le dernier exemple, on ne l'a pas fait pour vous le mentionner ce soir, mais on a aussi la volonté de rencontrer les habitants de Berlincourt et de discuter de points d'amélioration à trouver avec eux pour améliorer les conditions, sur le bruit, la lumière ou le trafic, sans pour autant remettre en cause tout le projet, ce n'est pas le but. Je comprends que cela parait être une goutte d'eau par rapport à une votation populaire, mais néanmoins je peux dire qu'on écoute. On a été chez les gens aussi qui nous ont contactés parce que le bruit les dérangeait.

---

#### *Question + réponse n°10 :*

---

PUB : Ce projet a fait l'objet d'un permis de construire, qui a été remis en question car il y a eu recours contre la décision du permis. Il y a eu aussi un recours en disant que les deux ans de validité du permis arrivaient au bout, et que le projet n'avait pas été mis en route dans ce cadre-là et qu'ainsi puisqu'il n'avait pas été mis en route, le projet aurait pu être arrêté. Je ne sais plus quelle autorité, si c'est la section des permis de construire ou le Tribunal cantonal, qui par un tour de passe-passe, nous a dit que ce permis n'existait pas. Je ne sais si le juriste que vous êtes a déjà vu, M. Bernard, ce genre de choses. A ma connaissance, je n'ai jamais vu un permis de construire disparaître de la circulation et être caché par un plan spécial.

PBR : Je vais répondre. Les tours de passe-passe, on ne sait pas faire à l'Etat. M. Bernard y reviendra peut-être après. L'arrêt du Tribunal cantonal a modifié une chose par rapport à la décision du Gouvernement, c'est que le permis de construire ne devrait pas en être un, car son contenu matériel devait être inclus dans le plan spécial. A ce moment-là, le permis de construire n'existe plus au sens strict d'un permis de construire, c'est le plan spécial qui fait office de permis de construire. Le terme « permis de construire » n'existe plus. C'est dans ce sens-là que ma collègue de la Section des permis de construire a affirmé qu'il n'était pas possible de constater la péremption d'un permis qui n'existe pas. Il n'y a pas de tour de passe-passe, le permis n'existe plus. Il y a un contenu matériel qui prend toutes les autorisations qui ont été délivrées et ont été intégrées au plan spécial. Les règles de péremption sur un permis ordinaire ne s'appliquent pas sur le projet de géothermie. Dans le plan spécial il y a un délai qui est fixé et c'est le seul qui vaut.

PUB : Est-ce qu'il y a un autre projet dans le Canton qui a bénéficié du même traitement ?

PBR : Je ne sais pas s'il y a d'autres cas. Ce que je sais, c'est que la fiche du plan directeur indiquait que le plan spécial intégrait toutes les conditions présentes habituellement dans un permis de construire et qu'à la fois le Tribunal cantonal en modifiant le texte, puis le Tribunal fédéral ont démontré que la procédure avait été bien faite et qu'en l'occurrence le permis de construire n'existait pas. C'est la procédure du plan spécial qui veut ça. C'est aussi prévu pour l'éolien où il y a une procédure unifiée et pas une procédure de plan spécial puis une planification de permis. Le Tribunal fédéral a validé que c'était conforme à ce qui avait été souhaité par le législateur.

---

*Question + réponse n°11 :*

PUB : J'aimerais revenir au plan spécial. Quelqu'un m'a dit une fois que le problème est que le plan spécial est un instrument qui élimine automatiquement toutes les règles démocratiques. Ça veut dire qu'on se cache derrière ce plan spécial et permet à certaines choses de ne pas fonctionner. Est-ce vrai ?

Prof. Bernard : De manière générale, à l'heure actuelle, que ce soit pour un plan spécial, un plan d'affectation ou un autre, le droit jurassien ne connaît pas d'instrument de démocratie directe au moment de la planification. Ce n'est pas le plan spécial ou un autre type de plan qui y change quelque chose. Si la procédure suivie avait été différente, rien n'aurait changé d'un point de vue d'une éventuelle votation populaire parce que le droit jurassien, à l'heure actuelle, n'a pas prévu ces mécanismes.

PBR : On revient à la question de base qui est « est-ce que la démocratie, c'est forcément un vote populaire ? » Je ne crois pas. L'Etat de droit a été respecté puisque la procédure définie par le Parlement a été suivie. Ça peut s'améliorer mais le plan spécial n'a pas empêché le processus démocratique.

---

*Question + réponse n°12 :*

PUB : Si chaque pylône, chaque transformateur, ou objet lié à la production et distribution d'électricité était soumis à un vote local, est-ce qu'on pourrait approvisionner la Suisse en électricité ?

Prof. Bernard : En principe, les droits démocratiques ont plus sens avec la planification, notamment lors d'une installation potentiellement avec un grand impact comme ici. Au stade des autorisations de construire, je ne connais pas de cantons qui ouvrent des voies de votation populaire sur des autorisations de construire. Il existe peut-être un juste milieu mais pas ouvrir un référendum facultatif pour tout pylône d'électricité. Mais on revient à ce que vous disiez avant. Peut-être qu'il y a des majorités qui ne sont pas conciliables, et que la volonté des votants suisses, qui fixent un axe, cela va forcément susciter des résistances là où les effets vont se faire sentir. Je ne sais pas si on peut sortir de cette contradiction. Idéalement, avec le processus d'information et de participation et éventuellement de votation, on peut amoindrir la contradiction mais je ne suis pas sûr qu'elle puisse être supprimée.

---

*Question + réponse n°13 :*

PUB : On se rend compte que ce projet de géothermie c'est nouveau et au vu des interventions diverses, on a parlé du nucléaire et de l'éolien. Depuis dix ans, on a du recul sur des projets qui ont suscité des oppositions. D'un point de vue juridique, existe-t-il des éléments à mettre en œuvre ? Je me souviens du nucléaire et de Kaiseraugst qui avait suscité de fortes tensions en Suisse. J'ai l'impression qu'on n'a pas appris de ces projets. C'est comme si aujourd'hui on n'avait pas appris chez les autorités à mener des projets qui fédèrent. Je sais qu'on ne va pas fédérer toute le monde derrière tous les projets. Je trouve que c'est du gâchis, mais j'aime voir le verre à moitié plein et ainsi la précaution en termes de communication qui est en train de se mettre en place. En termes de communication, les promoteurs font beaucoup de choses et c'est un élément à questionner.

Prof. Bernard : L'exemple du nucléaire, je l'ai pris car le résultat est que le droit fédéral a été renforcé pour moins tenir compte des oppositions locales. Je ne sais pas si c'est une bonne ou une mauvaise chose mais ça doit découler du fait que la Confédération et le Parlement fédéral se sont dit « à quoi bon transmettre à la Confédération une compétence en matière d'énergie nucléaire et d'avoir adopté toute une législation, si cela reste lettre morte ? ». Parce que partout où on va vouloir mettre des centrales, on va avoir des oppositions qui empêcheront leur construction. Ça pose comme question la crédibilité ou l'impact du droit fédéral. La conclusion tirée au niveau fédéral a été de renforcer le droit fédéral pour éviter

les préavis cantonaux et communaux qui pouvaient passer par des votations populaires et de ce fait s'opposer à l'implantation de nouvelles centrales. Pour l'instant c'est resté lettre morte, mais si dans sa grande sagesse le peuple vote le contre-projet que le Parlement va probablement opposer à l'initiative populaire « Stop au blackout », qui va rouvrir la porte au nucléaire, on va se retrouver avec des centrales imposées à certains emplacements. Donc avec beaucoup moins de garanties qu'actuellement avec la géothermie ou les éoliennes d'ailleurs. L'autre question que j'ai, c'est que le droit jurassien est tel quel depuis l'indépendance du Canton, en matière d'aménagement du territoire. Est-ce que c'est la première fois que ça pose autant problème qu'il n'y ait pas davantage de droits populaires qui sont insérés, même si ce n'est pas contraint par le droit fédéral mais volontairement, dans la procédure de planification ?

PBR : Je ne connais pas suffisamment l'aménagement du territoire pour répondre, mais d'abord effectivement, la loi sur l'aménagement du territoire et de la construction est vieillotte. Elle est actuellement en débat au sein de la commission parlementaire et le Parlement se prononcera sur une nouvelle mouture de révision complète durant le premier trimestre 2025. Le plan spécial cantonal a été relativement peu utilisé. Ça doit se compter sur les doigts d'une main. Il y a eu le cas de l'assainissement de la décharge de Bonfol, qui est un projet différent. Il y a eu le périmètre réservé aux eaux et peut-être quelques autres cas. C'est vrai que c'est un instrument qui a été peu utilisé dans la courte histoire jurassienne.

---

#### *Question + réponse n°14 :*

PUB : Pour continuer ces formulations, les mesures de plans spéciaux pourraient être appliquées aux déchets nucléaires ? Puisque nous aurons la chance, comme cela a été présenté à la RTS cette semaine, d'avoir éventuellement des déchets nucléaires au Mont-Terri, à 4 ou 5 kilomètres d'ici. Est-ce que le Gouvernement aurait l'impératif de faire recours à ce type de plans spéciaux ?

PBR : Il n'y aura jamais de déchets nucléaires au Mont-Terri. Il y a uniquement des recherches qui s'y font. Cela dit, les déchets et les centrales nucléaires sont intéressants pour deux raisons ; parce qu'il existe une loi particulière au Canton du Jura qui ouvre le vote consultatif pour les déchets nucléaires. C'est-à-dire qu'une loi dit que, quand le peuple est consulté pour un entreposage de déchets dans un périmètre de 100 km environ autour du canton, ou une centrale nucléaire, le peuple doit être consulté pour répondre à la consultation fédérale. Il y a quelques années, on a d'ailleurs voté pour ça. Et par ailleurs, sauf erreur de ma part, en ce qui concerne la procédure prévue pour l'entreposage des déchets nucléaires, qui a fait l'objet d'un grand processus, les autorités locales (Commune et Canton) n'ont rien à dire. C'est une décision suisse qui imposera l'entreposage en Suisse.

Prof. Bernard : Oui, en l'occurrence en Suisse alémanique. C'est lié à la qualité des sols et les sites identifiés se trouvent plutôt en suisse alémanique, pour l'instant Zürich.

PUB : Il me semble qu'à la télévision suisse alémanique ils ont dit qu'il y aurait une votation fédérale. C'est juste ?

PBR : Oui.

---

#### *Question + réponse n°15 :*

PUB : Je veux quand même dire ici que le projet pilote de géothermie profonde pétrothermale, jusqu'à présent, n'as pas fourni d'électricité à l'échelle industrielle. Pourquoi est-ce que nous discutons alors ce soir des éoliennes, du nucléaire et du solaire puisque ces technologies ont prouvé qu'elles pouvaient fournir de l'électricité ? Ce projet à Haute-Sorne est une expérimentation et c'est pour cette raison qu'il y a des oppositions.

OZI : Ce n'est plus le cas depuis que des projets américains ont été mis en ligne. On a aujourd'hui des projets qui s'appuient sur la technologie pétrothermale comme vous le dites, à savoir la stimulation d'une roche cristalline profonde par étapes qui produisent de l'électricité.

PUB : En 2013, vous disiez que ça produirait de l'électricité ? Mais à l'époque ce n'était pas le cas.

OZI : Non, parce qu'on envisageait que ça allait être le cas, et pour le moment l'histoire nous donne raison. Effectivement, des projets ont avancé plus vite que nous, puisqu'ils n'ont pas eu les oppositions que nous avons eues, et sont aujourd'hui en mesure de démontrer que ça marche. D'un autre côté, je

vous dirais aussi que si, à chaque fois qu'une chose n'est pas encore prouvée, on n'aurait pas le droit de la commencer, qu'est-ce qu'on aurait fait aujourd'hui sur terre ? Il y a toujours une première. En l'occurrence, on n'est plus les premiers parce que d'autres ont été plus rapides. Il y a aujourd'hui de l'électricité produite, sur la base de cette technologie.

PUB : Au milieu du désert.

OZI : Oui, avec toutes les différences qu'il peut y avoir par rapport à ici, mais la technologie de base est démontrée.

PBR : Je souhaite apporter un complément de réponse. Je vous remercie de revenir sur cette question bien qu'elle dépasse le cadre de la conférence du Prof. Bernard, mais c'est revenu plusieurs fois de dire que la géothermie ne fonctionne pas. Je caricature. Si ce projet existe c'est parce qu'à la fois le promoteur, le Canton et la Confédération pensent que ça peut produire de l'électricité. D'ailleurs, on en a désormais la démonstration, comme ça a été dit par OZI. Ça fait partie de la stratégie fédérale de développer cette technologie, avec une production qui présente l'intérêt de ne pas produire en fonction du vent ou du soleil, donc de produire toute l'année. Si ce projet existe c'est qu'en 2013 on pensait que ce serait possible. Aujourd'hui, on sait que c'est possible et la Confédération a mis en œuvre depuis des moyens importants parce qu'effectivement c'est une technologie susceptible de participer à la transition énergétique.

NRO clos le débat et passe la parole à PMA.

## **9. Conclusion**

PMA rappelle qu'il n'y a pas de questions tabou à la CSI et cette séance publique, que la CSI a choisi de dédier à la question d'un éventuel déni démocratique, en est la preuve. PMA remercie toutes les personnes présentes pour la qualité de l'écoute, des questions, des réponses et des discussions. Il rappelle que des fiches d'information sont à disposition à la sortie.

La séance est levée à 21h40.

C. Guittard, le 29 novembre 2024.

### **Annexes au PV :**

- Présentation PowerPoint de la séance du 21 novembre 2024
  - téléchargeable sur le site de la CSI (<https://www.csi-hautesorne.ch/fr/Contenus/Seances-de-la-CSI/Seances-de-la-CSI.html>)
- Fiches thématiques de la CSI
  - téléchargeables sur le site de la CSI (<https://www.csi-hautesorne.ch/fr/Contenus/Seances-de-la-CSI/Seances-de-la-CSI.html>)